

*« Il est exact que j'ai été l'organisateur du mouvement du 13 mai. Aux fonctions que j'occupais, je me suis occupé d'être au bon endroit au bon moment, pour détourner vers le général De Gaulle ce soulèvement qui devait se produire ».*

Cette fierté est toute légitime de la part de l'homme qui a « insisté » auprès de Salan, en le repoussant vers le balcon le 14 mai pour que celui-ci, qui avait conclu sa harangue par le cri habituel de « Vive l'Algérie française », y ajoute celui de « Vive de Gaulle ». Ainsi, le soulèvement populaire « spontané », les prises de paroles « spontanées » de Salan sur le Forum d'Alger les 13 et 14 mai ne tendent qu'à un seul but : intimider et lier les mains, au nom de la « défense de la République » à l'opposition réformiste social-démocrate et stalinienne, pour permettre l'arrivée au pouvoir de De Gaulle et l'instauration d'un Etat fort. Le général avait dit en 1953 lors d'un congrès du RPF : « *Il n'y a aucun doute que la stagnation et l'immobilisme actuel n'ont aucun avenir. Nous existons pour être le recours du pays dans le danger* ». Pour ce faire, rien de plus simple, ni de plus sûr que de créer et de contrôler de bout en bout soi-même ce danger, avant qu'une menace autrement plus réelle ne naisse du réveil du mouvement ouvrier sous l'impact de la révolution algérienne et malgré les trahisons et capitulations réitérées de ses directions.

Le coup d'état du 13 mai, conclu par l'arrivée de De Gaulle au pouvoir exprime clairement l'impossibilité totale dans laquelle se trouve la bourgeoisie française de gouverner efficacement dans le sens de ses intérêts par des moyens parlementaires classiques. Aussi bien pour poursuivre cette guerre, dont dépend maintenant le sort des débris qui restent de l'empire colonial français, que pour contrôler la situation dans le cas de victoire de la Révolution algérienne, c'est-à-dire faire retomber les dégâts de l'échec subi, sur les masses métropolitaines, la bourgeoisie a inexorablement besoin d'un Etat fort.

---

## 1959 - 1968

---

Une fois dans la place, De Gaulle verra sa tâche être relativement facilitée par l'isolement du PCF. Celui-ci reste en effet sur le coup de son approbation de la répression sanglante de Budapest en 1956. D'autre part son très fidèle allié SFIO vote des deux mains l'investiture au général.

C'est cette décision qu'avait anticipée avec à propos la fédération des fonctionnaires FO d'Alger qui télégraphiait à la Fédération nationale des fonctionnaires FO à Paris ceci :

« Vous remercions télégramme solidarité. Etions sûrs que camarades syndicalistes républicains soutiendraient notre combat pour Algérie Française,